

## Communiqué de presse, le 20 juin 2024

Depuis quelques semaines, l'ENS est la cible d'attaques dans les réseaux sociaux et certains médias, mettant en cause l'institution, et l'accusant de complaisance vis-à-vis de l'antisémitisme, ce que l'École réfute avec la plus grande fermeté.

Que l'École ait été l'objet de désordres et d'une occupation de la part d'un petit nombre d'étudiants n'autorise pas à déformer les faits et à accuser sa direction de la moindre complaisance à l'égard de l'antisémitisme.

L'ENS a toujours rappelé et appliqué le principe selon lequel elle ne tolérerait aucun acte et aucune parole raciste ou antisémite ; elle a condamné d'emblée les attaques terroristes du 7 octobre et dit sa solidarité avec toutes les victimes ; elle a permis et encadré les discussions sur le conflit tant qu'ils respectaient les exigences du débat académique.

Aucun acte antisémite au sein de l'École n'a été porté à sa connaissance et si tel avait été le cas, elle aurait immédiatement réagi. Toute personne qui est témoin dans l'enceinte de l'ENS de propos racistes ou antisémites, d'incitation à la haine, ou d'apologie du terrorisme, peut et doit le signaler selon la procédure existante – qui garantit l'anonymat. Le renforcement de ces procédures est en œuvre depuis plusieurs mois. Aucun signalement de cet ordre et sur de tels actes n'est parvenu à la Direction de l'ENS.

L'ENS s'est déjà plusieurs fois exprimée au sujet de la mobilisation étudiante récente, des risques qu'elle a fait courir et des mesures fermes que la Direction a prises en conséquence (fermeture du campus, évacuation par les forces de l'ordre).

La Direction souhaite également revenir sur plusieurs allégations à cet égard, et souligner certains faits :

- Toute présence annoncée, signalée ou constatée de personne représentant une entité légalement interdite a donné et donnera lieu à une mesure immédiate et ferme de l'École ;
- L'ENS a condamné fermement les messages à caractère diffamatoire qui ont visé plusieurs membres de son Conseil d'Administration, et a déposé plainte à ce sujet ;
- Il n'y a eu aucune prise de parole qui relève d'une incitation à la haine lors de la cérémonie de diplomation ;

- Le séminaire « Penser avec la Palestine » a été co-organisé avec plusieurs départements de l'ENS et a rigoureusement respecté les règles du débat académique ;
- Lorsque le cadre légal a été transgressé, que les discussions ont dû être rompues avec les étudiants et que la sécurité des personnes a été mise en danger, la Direction a fait évacuer l'École.

Au vu de son action, la direction a reçu de nombreux messages de soutien de toutes les communautés de l'École, et des présidences de ses instances.

Manipuler de telles accusations contre l'École en dépit de la réalité des faits, pour jeter l'opprobre sur sa communauté éducative, ses étudiantes et ses étudiants, et sa direction, est inadmissible et irresponsable dans le climat actuel que connaît notre pays. L'École normale supérieure figure parmi les plus prestigieuses institutions chargées de la diffusion du savoir et de la recherche. Nous veillons et veillerons à ce qu'elle demeure dans ce rôle et puisse continuer à l'assumer face aux drames, tensions et troubles auxquels notre société est confrontée. Il est de la responsabilité de chacun de ne pas les amplifier.